

On peut vraiment dire aujourd'hui que le Canada s'étend d'un océan à l'autre. Quand j'ai pénétré pour la première fois dans l'édifice qui abrite le Parlement, j'ai lu avec émotion et fierté l'inscription ciselée au-dessus du portail principal, *The wholesome sea is at her gates, her gates both east and west.*

En imagination et dans un esprit de sincérité profonde, je me place sur le rivage à l'extrémité la plus à l'est de Terre-Neuve et, à travers l'immensité du pays, je tends la main de l'amitié à mes frères les habitants de la côte du Pacifique. Alors, en un instant immortel, je vois le Canada dans toute sa grandeur, son sol riche et fertile, sa population énergique et consciencieuse, sa solidarité et son progrès, le tout contenu entre les rives de deux océans riches et puissants. Oui vraiment, c'est un grand et glorieux pays, une nation qui s'élance vers l'avenir pour le saisir et se l'assurer, une nation dont la position forte et fière est durable. C'est un pays solide, durable, dont les réalisations réfléchies et la croissance progressive constituent en elles-mêmes le meilleur gage d'une prospérité encore plus grande. C'est un pays où la foi en l'avenir s'appuie sur les réalisations du passé.

Ceux d'entre nous qui savent que seule une faible majorité des Terre-neuviens a décidé l'union de Terre-Neuve au Canada seront peut être heureux de connaître quelques-uns des éléments qui ont influé sur l'opinion publique relativement à cette question. La confédération a fait l'objet de discussions publiques aux élections générales de 1869. Le parti politique qui l'avait proposée subissait alors une écrasante défaite, de sorte que pendant plus de 80 ans, personne n'a osé risquer l'anéantissement politique en soulevant la question une fois de plus.

Afin de comprendre l'opposition des Terre-neuviens à la confédération, jetons un coup d'œil rapide sur l'histoire des quatre siècles et demi pendant lesquels ils ont vécu dans l'île. C'est la soif de la liberté qui, dès le début, les a portés à quitter leur pays d'origine et à accomplir la périlleuse traversée de l'Atlantique, encore presque inconnu. Ils désiraient jouir de la liberté individuelle et se libérer des restrictions et des injustices infligées par l'Angleterre des Tudors et des Stuarts. Cette liberté, ils acceptaient de la payer chèrement dans les terres sauvages et les mers encore plus sauvages d'un pays à peu près inconnu. Ils ont établi de nombreux petits hameaux le long de la côte et arraché leur subsistance à la mer et au sol tourmenté. Les côtes s'étendent sur une longueur d'environ 6,000 milles et comprennent plus de 13,000 établissements. La vie était âpre et sauvage et seuls ceux qui avaient la résis-

tance et la détermination requises pouvaient survivre; ils jouissaient cependant d'une liberté presque absolue. Cependant, ils n'ont pas bénéficié en paix de leur liberté bien longtemps. La main puissante des marchands des régions de l'Ouest, assistée en Angleterre de fonctionnaires ignorants et souvent malhonnêtes, s'est vite étendue pour les faire disparaître ainsi que leurs foyers et pour les supprimer en tant que colonie. Au cours de toute son histoire leur pays et leurs droits n'ont été que des pions entre les mains d'étrangers nullement intéressés au bien de la population.

Dans de telles circonstances, peut-on s'étonner qu'à travers les siècles, la population ait cultivé un désir presque fanatique de maintenir à tout prix son isolement. Tout commerce extérieur ne leur avait apporté que l'injustice, le pillage ou même la mort. L'étranger n'avait fait que piller, imposer des amendes, emprisonner, détruire les habitations et chasser les habitants de l'île dans les régions sauvages. Ils n'avaient obtenu le gouvernement responsable que quelques années auparavant à peine et après de grandes luttes; leur plus grand désir était donc d'être laissés à eux-mêmes. Toute association politique avec qui que ce soit leur inspirait des craintes, précisément à cause de l'amère expérience du passé.

Cependant, le reste de l'univers progressait beaucoup plus vite que Terre-Neuve. Les relations sur les plans national et international se modifiaient. Les méthodes de production et le commerce international avaient subi au cours des dernières années une révolution marquée. Notre pays, dépendant complètement des marchés extérieurs, voyait sa prospérité varier avec ceux-là. Il nous fallait leur vendre presque tout ce que nous produisions et acheter d'eux à peu près tout ce qui nous était nécessaire. Peu à peu, en observant les relations qui existent dans le monde présent, la population s'est persuadée que le temps n'était plus aux petits pays. Nous nous sommes cherché un associé avec lequel l'union serait mutuellement avantageuse; nous nous sommes donc tournés vers l'ouest. Nous nous sommes vus, à l'entrée même du Canada, cette grande nation du Commonwealth dont les traditions et les principes politiques étaient presque identiques aux nôtres. Des représentants de Terre-Neuve ont donc rencontré ceux du gouvernement du Canada pour arrêter les conditions de l'union que la population approuvait il y a quelque temps et qui de fait, complétait le Canada.

Honorables sénateurs, il me plaît beaucoup d'ajouter que si l'on pratiquait aujourd'hui à Terre-Neuve un référendum sur la question